

Vérité comme première victime: Déconstruire la campagne de désinformation sur les émeutes de l'Iran

Presstv

Par Yousef Ramazani

Au milieu des émeutes et du terrorisme initiés par l'étranger qui ont frappé l'Iran ces dernières semaines, une guerre narrative parallèle s'est également déroulée, centrée sur la propagation délibérée de figures de victimes follement gonflées et invérifiables.

Ces chiffres ont été conçus pour fabriquer l'indignation mondiale et légitimer les appels à l'intervention militaire américaine et à une nouvelle agression contre la République islamique.

Le discours entourant les victimes liées aux émeutes au cours des dernières semaines a été fondamentalement façonné par une campagne de désinformation coordonnée provenant d'organisations financées par les États-Unis opérant entièrement en dehors de l'Iran. Au centre de cette campagne se trouvait la circulation des bilans sensationnels qui ne ressemblaient guère à des faits vérifiables sur le terrain.

Le chiffre de 12.000 décès a été initialement promu par le Center for Human Rights in Iran, une organisation financièrement liée au National Endowment for Democracy (NED), une entité financée par le Congrès américain avec une histoire bien documentée d'ingérence dans les affaires intérieures des États souverains.

Cette affirmation a été présentée sans méthodologie transparente, sans données primaires ou sans vérification indépendante, ce qui a soulevé les sourcils à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Malgré ce manque de preuves, le récit a été amplifié sans critique par les principaux médias occidentaux et les influenceurs en ligne, créant une impression omniprésente – mais manifestement fausse – de la violence de masse. Les responsables iraniens ont constamment rejeté ces affirmations, présentant des preuves médico-légales d'ensembles de données manipulés et signalant plutôt un bilan des centaines de morts, dont la majorité étaient du personnel de sécurité et des civils tués par des émeutiers armés avec un soutien étranger.

L'escalade subséquente de ces chiffres à des chiffres encore plus invraisemblables – comme des affirmations de 52.000 morts – souligne la persistance d'une stratégie de guerre hybride visant à diaboliser l'Iran tout en occultant ou en excluant purement et simplement la violence commise par ses adversaires.

Genèse d'un faux récit: Centre pour les droits de l'homme en Iran et ses soutiens

La principale source de la revendication sensationnelle de 12.000 décès n'était ni une autorité iranienne ni un organisme international vérifiable, mais le Centre pour les droits de l'homme en Iran, une organisation dont le siège est à New York. Malgré son nom, le groupe opère entièrement en dehors de l'Iran et n'a aucune présence physique ou capacité d'enquête dans le pays.

Un examen de son leadership et de son financement révèle une orientation politique claire incompatible avec un suivi impartial des droits de l'homme. Le président de son conseil d'administration est Minky Worden, un militant américain ayant une histoire documentée de fer

de lance de campagnes de plaidoyer anti-Chine, y compris des efforts pour politiser les Jeux olympiques d'hiver de Pékin.

Sur le plan financier, l'organisation compte beaucoup sur les subventions du National Endowment for Democracy à Washington, D.C. La NED est une institution privée mais financée par l'État qui reçoit des allocations annuelles du Congrès américain par le biais du budget du département d'État.

Les historiens, les observateurs et les anciens responsables du renseignement ont longtemps caractérisé la NED comme un successeur transparent aux activités menées secrètement par l'Agence centrale de renseignement, en particulier le financement de groupes d'opposition politique et de médias sous la bannière de la « promotion de la démocratie ».

Le bilan de la NED comprend une vaste implication dans les efforts de « changement de régime » en Europe de l'Est, en Amérique latine et en Asie de l'Ouest – régions qui ont toujours participé à des campagnes de politique étrangère américaine.

Réseau d'amplification: Des bénéficiaires de la NED aux titres mondiaux

Le chiffre des victimes infondés n'est pas resté limité à une seule organisation. Il a été rapidement injecté dans la circulation sanguine mondiale des médias à travers un écosystème étroitement en réseau de groupes interconnectés.

D'autres entités financées par la NED, dont l'Agence de presse des militants des droits de l'homme et le Centre Abdorrahman Boroumand, ont fait écho et ont cité les mêmes statistiques non fondées.

Opérant en grande partie à partir des États-Unis, ces organisations fonctionnent dans une boucle fermée de citation mutuelle, fabriquant l'illusion de multiples confirmations indépendantes.

Cette chambre d'écho a ensuite été mise à profit par les principaux médias occidentaux, notamment BBC Persian, Voice of America, The Washington Post et ABC News, qui ont incorporé les chiffres dans leurs reportages.

En règle générale, ces points de vente ont attribué les chiffres vaguement à des «groupes de défense des droits de l'homme» ou à des «activistes», blanchissant de fait l'information et lui accordant un vernis de crédibilité sans procéder à une vérification indépendante. Cet échec est particulièrement frappant compte tenu des sources de financement bien documentées et des objectifs politiques des organisations originales.

Fondamentalement, une grande partie de cette couverture a omis le contexte selon lequel ces groupes sont financièrement et idéologiquement alignés avec les gouvernements mêmes qui cherchent activement à faire pression, à isoler et à déstabiliser la République islamique d'Iran.

Réfutation iranienne et exposition de preuves fabriquées

Les responsables du gouvernement iranien et les médias nationaux ont lancé une réfutation médico-légale complète à la campagne de désinformation généralisée. Le porte-parole de la justice et le chef du Conseil suprême de sécurité nationale ont catégoriquement dénoncé l'affirmation de 12.000 décès comme une « guerre psychologique » et une « fabrication complète ».

Ils ont publiquement mis au défi les auteurs de la figure de fournir un seul nom vérifiable, un certificat de décès ou des détails de localisation précis pour étayer leurs listes de victimes présumées, une contestation qui n'a jamais été répondue.

Des cyberunités affiliées aux médias iraniens ont effectué des analyses techniques retraçant la

diffusion virale des chiffres vers des réseaux de bots connus opérant à partir d'endroits aux États-Unis, dans les territoires occupés par Israël et en Albanie.

D'autres enquêtes ont révélé que de prétendues «listes de martyrs» étaient criblées de fraude: des centaines d'entrées en double, des noms d'individus décédés des décennies plus tôt pendant la guerre de la Sainte Défense, et même des noms copiés directement des registres des cimetières publics dans d'autres pays.

Le cas de Saghar Etemadi est devenu emblématique de la tromperie. Largement déclarée « martyre » par des médias extérieurs, elle a ensuite été confirmée par la justice iranienne et par sa propre famille pour être en vie et recevoir un traitement médical pour les blessures subies lors d'une émeute.

Les rapports iraniens ont souligné que le nombre réel de morts, résultant d'actes terroristes perpétrés par des émeutiers armés soutenus par des étrangers, était au nombre de centaines. Une proportion importante des victimes étaient des policiers, des forces de Bassij et des civils délibérément ciblés par des saboteurs violents.

Escalade à l'absurdité et à l'armement de la propagande atrocité

L'écosystème de la désinformation a démontré sa capacité à une escalade rapide et sans contrôle.

D'après la revendication initiale de 12.000 morts, les récits ont rapidement proliféré sur les plateformes de médias sociaux et les cercles activistes alléguant 52.000 morts et plus de 300.000 blessés.

Ces chiffres, divorcés de toute réalité imaginable, servent une fonction psychologique et politique délibérée. Ils sont conçus pour provoquer un choc émotionnel mondial, submerger l'examen critique et dépeindre l'État iranien comme unique et exceptionnellement antidémocratique

Ce récit remplit un double but géopolitique, selon les experts. Premièrement, il cherche à fabriquer le consentement pour l'intervention étrangère, l'intensification des sanctions ou l'isolement diplomatique en invoquant un prétexte humanitaire. Deuxièmement, il fonctionne comme un outil de distraction et de blanchiment moral.

En créant une fausse équivalence, ou même en essayant d'éclipser, les pertes documentées infligées par le régime israélien à Gaza, la campagne vise à réorienter l'indignation mondiale et à occulter les crimes horribles des alliés de Washington et de Tel Aviv.

Les influenceurs et les réseaux en ligne alignés sur le régime israélien ont promu de manière agressive les personnages de victimes iraniennes fabriquées dans le but de saper le mouvement mondial de solidarité en Palestine et d'écraser numériquement les preuves étendues de crimes de guerre israéliens.

Architecture sous-jacente: NED en tant qu'instrument américain « changement de régime »

Le rôle de la Dotation nationale pour la démocratie est au cœur de la compréhension des fondements structurels de cette campagne de désinformation. Des documents divulgués et des analyses historiques révèlent que la NED est un instrument clé de la politique étrangère américaine, fonctionnant comme un canal pour les fonds gouvernementaux pour soutenir les mouvements politiques alignés sur les intérêts stratégiques américains à l'étranger.

L'organisation a été créée à la suite de l'examen du Congrès des opérations secrètes de la CIA. L'un de ses fondateurs, Allen Weinstein, a ouvertement reconnu que « beaucoup de ce que nous faisons aujourd'hui a été fait secrètement il y a 25 ans par la CIA ».

Les activités de la NED vont bien au-delà de l'Iran. Il a été un principal bailleur de fonds et organisateur de soi-disant «révolutions de couleur» en Europe de l'Est et a été officiellement désigné comme une «organisation indésirable» par la Russie pour l'ingérence dans les affaires intérieures. Son implication à Hong Kong et au Xinjiang a provoqué des sanctions de la Chine.

Dans le contexte iranien, la NED a financé pendant des décennies un éventail de médias en exil, de groupes de défense et de personnalités culturelles, dans le but explicite de cultiver un leadership politique alternatif.

Une proposition divulguée de 2024 a révélé que NED prévoyait d'acheminer les ressources du département d'État dans une « Coalition pour la liberté de l'Iran » composée de néoconservateurs américains et de personnalités en exil sélectionnées, exposant le lien direct entre la construction narrative humanitaire et les ambitions manifestes de changement de régime.

Un modèle perpétuel de guerre narrative

La manipulation des chiffres des victimes lors des troubles 2025-2026 n'est pas un épisode isolé, mais fait partie d'une tactique récurrente dans la guerre hybride de longue date contre la République islamique d'Iran.

Le modèle est cohérent et prévisible: une ONG financée par les États-Unis, opérant en toute sécurité à partir de New York ou de Washington, publie une revendication invérifiable et sensationnelle. Un réseau d'organisations affiliées et d'actifs de médias sociaux l'amplifie, après quoi les médias occidentaux traditionnels le reconditionnent comme un reportage crédible.

L'objectif n'est jamais la vérité, mais la construction d'une réalité perceptuelle soigneusement conçue servant des intérêts stratégiques. Cette réalité est conçue pour diaboliser les États indépendants, légitimer les politiques coercitives et effacer ou minimiser les crimes des régimes alliés.

L'expérience iranienne, du mythe de 12.000 morts à la revendication encore plus fantastique de 52.000, est une étude de cas frappante dans la militarisation de l'information au XXIe siècle.

Dans ce domaine, le champ de bataille n'est pas seulement la rue, mais la conscience mondiale elle-même, et les armes les plus puissantes ne sont souvent pas des missiles, mais des mensonges méticuleusement conçus.